

## **COMMUNIQUE**

Nous, représentants d'un groupe de plus de 40 organisations de la société civile \* venant d'Afrique et du monde entier, sommes réunis à Abidjan (Côte d'Ivoire), en marge du Forum de la société civile et en prélude aux Assemblées annuelles 2018 de la Banque Africaine de Développement (BAD) prévue du 21 au 25 mai 2018 à Busan (République de Corée), pour réaffirmer notre plaidoyer en faveur d'un développement et d'une industrialisation de l'Afrique résilients aux changements climatiques et centrés sur les populations, sous l'angle du Genre, de l'Energie, de la Participation et de la Reddition des comptes.

Suite à nos délibérations portant sur l'état actuel du Développement en Afrique et dans nos communautés, et à la lumière du thème de la réunion annuelle 2018 de la BAD "Industrialiser l'Afrique", nous avons relevé les observations suivantes :

Une stratégie de développement reposant sur une industrialisation strictement dirigé par le secteur privé, risquerait de ne pas apporter une transformation équitable et inclusive répondant aux désirs et aspirations des populations africaines. Nous pensons plutôt que, l'industrialisation de l'Afrique doit refléter les besoins et les droits fondamentaux des communautés et non seulement pas les intérêts des entreprises transnationales et investisseurs étrangers. L'industrialisation de l'Afrique devrait donc s'appuyer sur moteurs du développement durable en milieu rural, notamment les entreprises à capitaux africains et les petites et moyennes entreprises locales.

Dans cette perspective, les gouvernements africains ont un rôle crucial à jouer, notamment faciliter un environnement propice à l'industrialisation, mais également fournir les services sociaux de base, protéger les droits des citoyens et sauvegarder les services publics. Malheureusement, l'obsession actuelle sur les Partenariats Public Privé (PPP) en tant que seul catalyseur de l'industrialisation et ignorant le rôle des populations, ne permettra pas de réaliser le programme de transformation de l'Union Africaine à l'horizon 2063, ni l'Agenda 2030 des Nations Unies sur les objectifs de Développement Durable.

A l'échelle du continent et particulièrement au niveau communautaire, la société civile rencontre de plus en plus des obstacles liés à la participation effective aux processus de développement. Malgré des progrès réalisés dans un passé récent, nous pensons que la BAD a encore beaucoup de chemin à faire pour mettre en pratique ses engagements de collaborer de façon proactive la société civile. Malheureusement cette situation se reproduit aux niveaux pays, projet et politique, où la société civile et les communautés n'ont pas accès à l'information, ne sont pas effectivement consultées et font face à des menaces et intimidations liés au rétrécissement des espaces dédiés à la société civile.

D'autre part, les communautés affectées par des projets financés par la BAD n'ont souvent pas accès à la réparation. Aussi, nous nous félicitons de la récente décision de justice rendue en faveur de la communauté de Lamu le 30 avril 2018 par la Haute Cour du Kenya. Cette décision historique confirmant le droit à la participation du public dans le projet de Transport Port de Lamu -Sud-Soudan-Ethiopie (LAPSSSET), devrait encourager d'autres communautés et OSC à amplifier les appels pour le soutien aux initiatives de développement centrées sur les communautés, pour le consentement libre préalable et éclairé, la participation des OSC et le respect des droits de l'homme dans toutes les étapes du développement.

En outre, les opérations de la Banque affectent différemment certains groupes de la société. Ainsi, la BAD reconnaît l'importance de l'équité Genre comme essentiel au développement économique et social et à ce titre, nous saluons la politique ainsi que la stratégie Genre de la Banque, visant à permettre au personnel et aux clients de la Banque de prendre en charge l'équité Genre dans toutes ses activités. Cependant, la politique n'est pas assez forte pour traiter toutes les questions pertinentes liées au Genre et sa mise en œuvre laisse à désirer.

Nous reconnaissons certes les efforts de la BAD dans la lutte pour l'accès à l'énergie à travers son portefeuille d'investissement, mais nous exprimons notre profonde inquiétude quant à la poursuite des financements de projets basés sur les combustibles fossiles et des grandes centrales hydroélectriques ayant des impacts sociaux et environnementaux négatifs sur les communautés.

Ainsi, nous exhortons la BAD et ses actionnaires à :

Accorder la priorité aux entreprises à capitaux africains et aux PME/PMI locales, et veiller à ce que les protections sociales et environnementales ne soient pas sacrifiées dans l'effort d'attirer l'investissement privé dans la mise en œuvre de son agenda «Industrialiser l'Afrique».

Impliquer fortement la société civile dans la mise à jour du Cadre d'engagement des OSC et assurer une mise en œuvre rapide des réformes. Assurer une participation significative de la société civile dans les révisions envisagées du système de sauvegarde intégré, du Mécanisme Indépendant d'Inspection, ainsi que dans la préparation des Documents de Stratégie Pays (DSP).

Mettre en œuvre convenablement la politique et stratégie Genre de la Banque, et consulter la société civile - à la fois au sein et en dehors du Comité BAD - OSC dans l'élaboration de la nouvelle Stratégie Genre. En outre, une attention particulière devrait être accordée au Genre lors de l'examen du système de

sauvegardes intégrées de la BAD - qui devrait également inclure des évaluations des risques liés au Genre au niveau des projets et des indicateurs pour les violences basées sur le Genre.

Faire correspondre les objectifs ambitieux de la BAD en matière d'accès à l'énergie exprimés dans le «Nouveau Partenariat sur l'énergie» en allouant au moins un tiers à la cuisson propre et aux énergies renouvelables, en mettant l'accent sur l'utilisation productive et les services essentiels comme la santé et l'éducation. Au niveau national, la Banque devrait se faire le champion de la planification énergétique intégrée afin d'assurer la combinaison optimale des approches réseau et hors réseau. Dans le cadre de son engagement sur l'accord de Paris sur les changements climatiques, nous demandons également à la BAD d'arrêter de financer les centrales électriques à charbon.

Enfin, nous exhortons la BAD à s'engager de manière plus significative avec la société civile et d'autre part, nous nous engageons à poursuivre nos efforts et soutien à la réalisation d'une vision du développement de l'Afrique basée sur les droits humains et d'une industrialisation de l'Afrique qui se veut durable, inclusive et centrée sur les personnes.

**\* Les organisations suivantes ont pris part à la réunion de stratégie conjointe :**

*Lumière Synergie pour le Développement (Senegal); Forest Peoples Programme (Ivory Coast); BothENDS (Netherlands); African Network for Environment and Economic Justice (Nigeria); Accountability Counsel (Kenya); Centre for African Legal Studies (South Africa); African Forum and Network on Debt and Development (Zimbabwe); The WoMin Alliance Trust (South Africa); Coalition for Human Rights in Development Secretariat; Green Advocates International (Liberia); Friends of the Earth (USA); Hivos (Kenya); Institut de Recherche et le Promotion des Alternatives de Development en Afrique – IRPAD (Mali); Save Lamu (Kenya); Christian Aid (Kenya); Network Movement for Justice and Development – NMJD (Sierra Leone), Africa Development Interchange Network (Cameroun); Foundation for Environmental Management and Campaign against Poverty – FEMAPO (Tanzania); Jamaa Resources Initiative (Kenya); Enda Tiers Monde Lead Afrique (Senegal); Public Interest Law Centre (Chad); Coalition Ivoirienne des Droits Humains – CIDDH (Ivory Coast); Social Justice (Ivory Coast); Bank Information Center (Uganda); International Rivers (South Africa); Amnesty International (Senegal); Oxfam International; Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee – IPACC (Kenya); Vasudha Foundation (India); ACCESS Coalition- Alliance of Civil Society Organizations for Clean Energy Access (Global); Oil Change International (Swaziland); Global Rights (Nigeria); National Union of Disabled Persons in Uganda (Uganda); ONG Mer Bleue (Mauritania); Association des Femmes Juristes du Senegal (Senegal); Centre for Applied Legal Studies (South Africa); Practical Action – East Africa regional Office (Kenya); COFID (Senegal); Women Action Towards Economic Development (Tanzania), Pan African Climate Justice Alliance (PACJA), African Coalition for Sustainable Energy and Access (ACSEA).*